

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



**Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)**  
41 allées Jules Guesde  
CS 61321  
31013 TOULOUSE CEDEX 6  
Tél : 05 61 14 80 11

### **Marché n°2025-102 à 103**

#### **Travaux pour la requalification des échangeurs sur le réseau d'eau surchauffée du SGE**

*Marché à procédure adaptée passé en application de l'article L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à  
R.2123-5 du code de la commande publique*

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

## Sommaire

<b>CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
<b>1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
1.1 Pouvoir adjudicateur .....	5
1.2 Qualité du maître d’ouvrage .....	5
1.3 Mode de passation .....	6
1.4 Décomposition du marché.....	6
1.3.1 Allotissement .....	6
1.3.2 Tranches, PSE et variantes .....	6
1.5 Forme du marché .....	7
1.6 Réalisation de prestations similaires .....	7
1.7 Intervenants .....	7
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE II – REALISATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>8</b>
<b>3. DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>8</b>
3.1 Durée du marché.....	8
3.2 Délais d’exécution.....	8
3.3 Calendrier d’exécution détaillé .....	9
3.4 Prolongation du délai d’exécution .....	9
<b>4. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>9</b>
4.1 Les ordres de service.....	9
4.2 Préparation des travaux.....	10
4.3 Remise des documents d’études et plan d’exécution .....	10

4.4	Registre de chantier .....	10
4.5	Réunion de chantier.....	10
4.6	Obligations du titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale .....	10
4.7	Agrément des personnels .....	11
4.8	Sécurité et hygiène du chantier.....	11
5.	TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX .....	12
6.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	12
6.1	Réception .....	12
7.1.2	Levée des réserves .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
7.	GARANTIES .....	13
7.1	Garantie de parfait achèvement .....	13
7.2	Garantie biennale .....	13
7.3	Garantie décennale.....	14
8.	ASSURANCES .....	14
8.1	Assurances souscrites par le titulaire .....	14
8.1.1	Assurance de responsabilité civile professionnelle .....	14
8.1.2	Assurance de responsabilité décennale : .....	15
8.1.3	Dispositions communes.....	16
8.2	Assurance souscrite par la personne publique.....	16
9.	PENALITES .....	16
	CHAPITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES .....	17
10.	CLAUSES DE FINANCEMENT.....	17
10.1	Retenue de garantie.....	17
10.2	Avance.....	18

<b>10.3</b>	<b>Nantissement.....</b>	<b>19</b>
<b>11.</b>	<b>PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>19</b>
<b>11.1</b>	<b>Répartition des dépenses - contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....</b>	<b>19</b>
11.1.1	<i>Répartition des dépenses communes de chantier .....</i>	<i>19</i>
11.1.2	<i>Contenu des prix .....</i>	<i>19</i>
11.1.3	<i>Règlement des comptes .....</i>	<i>20</i>
11.1.3.3	<i>Présentation des demandes de paiement .....</i>	<i>20</i>
<b>11.2</b>	<b>Variation dans les prix.....</b>	<b>21</b>
<b>11.3</b>	<b>Application de la taxe à la valeur ajoutée.....</b>	<b>21</b>
<b>11.4</b>	<b>Agrément et paiements des sous-traitants.....</b>	<b>21</b>
<b>11.5</b>	<b>Conditions d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement : 22</b>	
<b>11.6</b>	<b>Délai global de paiement du titulaire et du sous-traitant payé directement.....</b>	<b>22</b>
	<b>CHAPITRE IV RESILIATION .....</b>	<b>23</b>
<b>13.</b>	<b>RESILIATION - MESURES DE RESILIATION .....</b>	<b>23</b>
<b>14.</b>	<b>DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>23</b>
<b>15.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG- TRAVAUX.....</b>	<b>23</b>

## CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

---

### 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

La présente consultation concerne un marché de travaux relatif à la requalification des échangeurs d'eau surchauffée dans le cadre de la DESP sur le site sur le campus de Rangueil.

La description des ouvrages attendus et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chacun des lots du marché.

Cette procédure fait suite au classement sans suite de la précédente consultation.

#### 1.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage de l'opération, est la Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)  
41, allées Jules Guesde – CS 61321  
31013 Toulouse Cedex 6

Le présent marché est passé pour le compte du Service inter-établissements de gestion et d'exploitation (SGE) de la COMUE de Toulouse

#### Nom, prénom et qualité du signataire du marché :

Michael TOPLIS, président de la COMUE de Toulouse

#### Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 62 du code de la commande publique :

Madame l'agent comptable de la COMUE de Toulouse,  
Comue de Toulouse  
41 allée Jules Guesde  
CS 61321  
31013 Toulouse Cedex 6  
marche@univ-toulouse.fr

#### Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :

Madame l'agent comptable de la COMUE de Toulouse,  
Comue de Toulouse  
41 allée Jules Guesde  
CS 61321  
31013 Toulouse Cedex 6

#### 1.2 Qualité du maître d'ouvrage

La présentation consultation est passée par la Comue de Toulouse au bénéfice du Service de Gestion et d'Exploitation (SGE), service inter-établissements.

Au titre de l'article 3.2 de la convention constitutive du SGE ce dernier a notamment pour mission de fournir aux établissements moyennant refacturation tous les moyens de production, d'adduction, de

transport de livraison, de branchement et de déversement jusqu'au point de livraison des réseaux de chauffage, électricité, air comprimé, gaz, eau potable, arrosage, eau industrielle et jusqu'au point de déversement collectif pour l'eau usée et l'eau pluviale.

Ces activités sont qualifiées d'activités de réseau au sens de l'article L1212-3 du code de la commande publique.

L'objet de la présente consultation porte sur des travaux réalisés sur des échangeurs d'eau surchauffée en sous-stations du campus universitaire Toulouse – Rangueil soit sur une activité de réseau entrant dans le champ d'application de l'article précité.

Par conséquent, et par application de l'article L1212-1 du code de la commande publique la Comue de Toulouse intervient en qualité d'entité adjudicatrice.

Les règles applicables aux marchés passés par une entité adjudicatrice sont donc applicables à la présente consultation.

### **1.3 Mode de passation**

Le présent marché est passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique.

## **1.4 Décomposition du marché**

### **1.3.1 Allotissement**

La présente consultation est décomposée en deux lots séparés :

Lot	Objet
1	Hydraulique
2	Charnières

### **1.3.2 Tranches, PSE et variantes**

La présente consultation est découpée en tranche uniquement pour les travaux relevant du lot 1.

Pour ce dernier elle prévoit :

- une tranche ferme ayant pour objet les travaux de requalification des échangeurs platulaires
- neuf tranches optionnelles ayant chacune pour objet les travaux de requalification des échangeurs des sous-stations équipées de vieux échangeurs tubulaires.
- une tranche optionnelle pour la mise en place d'équipement de raccordement pour une chaufferie provisoire

La description précise des tranches intervient dans le CCTP et la DPGF du lot concerné.

Les tranches optionnelles seront affermies par décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur prenant la forme d'un ordre de service. Chacune des tranches optionnelles pourra être affermie dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du marché.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur n'affermite pas une ou plusieurs tranches optionnelles, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Aucune indemnité d'attente ni de dédit ne sera due au titulaire en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

Le présent marché ne prévoit pas de PSE. Les variantes n'ont pas été autorisées.

### 1.5 Forme du marché

Le marché résultant de cette procédure prend la forme d'un marché ordinaire traités à prix global et forfaitaire.

### 1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

### 1.7 Intervenants

MAITRE D'OUVRAGE :	<b>Université de Toulouse</b> 41, allées Jules Guesde - CS 61321 31013 Toulouse cedex 09
MAÎTRE D'ŒUVRE :	<b>HYLOZ</b> 9 chemin de Lourmet 31180 CASTELMAUROU
ORGANISME HABILITE A LA REQUALIFICATION	<b>BUREAU VERITAS</b> Opérations Equipements sous pression en service 12, rue Michel Labrousse 31047 TOULOUSE Cedex 1
CONTROLEUR TECHNIQUE	En cours de désignation Les coordonnées seront communiquées à la notification

Les missions confiées au maitre d'œuvre sont les suivantes :

- Mission de base du au sens du code de la commande publique venant codifier la loi MOP : PRO/DCE, ACT, VISA, DET, AOR/DOE.

- La mission OPC sera assurée par le maître d'œuvre ci-dessus référencé

## **2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Par **dérogation à l'article 4.1** du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) du lot considéré et son annexe financière (DPGF) dans la dernière version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- La mise au point éventuelle du marché
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le RICT
- Le cahier des charges du SGE intitulé « 09 SGE-CCT-Part3.2-FTD-ESC-LT-Rev1.2.pdf »
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières propres à chacun des lots ;
- Les fiches travaux intitulée « 05 241220 Fiches travaux »
- Le calendrier d'exécution détaillé validé par les parties lors de la période de préparation
- Le planning prévisionnel optimisé remis dans l'offre sur la base du planning DCE
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Les pièces graphiques
- Le plan de prévention
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- L'offre du titulaire

En cas de contradiction entre le CCTP et les différentes annexes, la contrainte la plus forte prime.

## **CHAPITRE II – RÉALISATION DES OUVRAGES**

---

### **3. DUREE DU MARCHÉ**

#### **3.1 Durée du marché**

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Il est par ailleurs rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

#### **3.2 Délais d'exécution**

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. Il est par ailleurs rappelé que les travaux pour le lot 1 ne pourront être réalisés qu'en dehors des périodes de chauffe soit entre le 15 mai et 15 octobre de chacune des années d'exécution le cas échéant. Les délais d'exécution des travaux prennent par conséquent en compte cette précision.



Les délais d'exécution des travaux seront fixés sur la base du planning optimisé proposé par le titulaire et contractualisés par le calendrier d'exécution détaillé prévu à l'article 3.3. du CCAP. Ces délais ne pourront excéder la durée estimée de 20 mois pour le lot 1 et de 7 mois pour le lot 2, hors garantie de parfait achèvement mais période de préparation incluse.

### **3.3 Calendrier d'exécution détaillé**

Sur la base du planning prévisionnel optimisé communiqué dans le dossier de consultation et du calendrier prévisionnel détaillé par tâche établie lors de la période de préparation le maître d'œuvre établira un calendrier d'exécution détaillé en collaboration avec les entreprises titulaires des différents lots.

**Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux**, il sera soumis pour approbation à la maîtrise d'ouvrage au plus tard deux (2) jours calendaires avant l'expiration de la période de préparation.

Ce calendrier détaillé sera notifié par ordre de service par le maître d'œuvre et se substituera au calendrier prévisionnel. Il servira de base à l'exécution du marché et à l'application des pénalités de retard prévues dans le cadre du marché. Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

Au cours de la réalisation des travaux, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de réviser ce calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution puis de le notifier au titulaire par ordre de service en fonction des aléas constatés.

### **3.4 Prolongation du délai d'exécution**

A peine de forclusion et de ne pouvoir notamment bénéficier des stipulations de l'article 18.2.2 du CCAG, le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner date certaine et dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution, sauf s'il s'agit d'une prolongation pour cause d'intempéries.

## **4. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX**

### **4.1 Les ordres de service**

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Ainsi, seront signés ou contresignés par le maître d'ouvrage les ordres de services suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- Modification de la date de commencement des travaux
- Modification des délais d'exécution du marché
- Notification du prix nouveau aux titulaires pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Interruption ou ajournement des travaux
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.

En conséquence, tous travaux supplémentaires ou modifications techniques ne pourront être exécutés qu'après accord écrit matérialisé par la signature de l'ordre de service par le maître d'ouvrage. Ces ordres de services seront alors notifiés par la maîtrise d'ouvrage via la plateforme des achats de l'Etat PLACE.

En dehors des ordres de service précités, le maître d'œuvre peut notifier tous les ordres de services directement au titulaire.

#### **4.2 Préparation des travaux**

Pour les deux lots **et par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux** le marché comprend une période de préparation de 1 semaine à compter de la notification. A l'issue de la période de préparation un ordre de service sera établi précisant la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Il sera notamment attendu des titulaires pendant cette période de préparation de programmer les équipes et de se procurer le matériel nécessaire.

#### **4.3 Remise des documents d'études et plan d'exécution**

L'élément de mission EXE est confié aux titulaires des deux lots conformément aux dispositions du CCTP.

Les plans, notes et études sont soumis au visa du maître d'œuvre en temps utile conformément au calendrier détaillé d'exécution et aux dispositions du CCTP.

Le délai de délivrance du visa par le maître d'œuvre est fixé à 15 jours calendaires. Le titulaire ne pourra pas commencer l'exécution d'un ouvrage sans avoir reçu de visa favorable des intervenants précités sur l'ensemble des documents nécessaires.

#### **4.4 Registre de chantier**

Par **dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux**, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

#### **4.5 Réunion de chantier**

La fréquence des réunions de chantier est hebdomadaire. La définition des jours et horaires seront fixés lors de la réunion de démarrage. Les convocations des entreprises se feront ensuite chaque semaine par l'intermédiaire des compte-rendu de chantier MOE.

#### **4.6 Obligations du titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale**

Le titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail dans sa version issue du décret n 2008-244 du 7 mars 2008.

Il s'agit, lorsque le titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois ;
- D'une attestation sur l'honneur datée et signée du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

En cas de titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Par ailleurs, le titulaire remet également la liste des salariés étrangers (article D8254-2 du Code du travail).

Dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de ces obligations les pénalités prévues à l'article 9 seront applicables.

#### **4.7 Agrément des personnels**

Dans le cas où les personnels disposant des qualifications exigées par le pouvoir adjudicateur ne seraient plus en mesure d'assurer la mission le titulaire devra :

- informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations dans les délais fixés par le calendrier détaillé d'exécution ;
- proposer au maître d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de cinq jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de cinq jours ouvrés à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le titulaire dispose de dix jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le maître d'ouvrage est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

#### **4.8 Sécurité et hygiène du chantier**

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. Il est par ailleurs indiqué que le titulaire devra tenir compte des indications prises par le SPS.

## **5. TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX**

**Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux** et en application des articles R.2194-2 à R.2194-9 du code de la commande publique, lorsque les travaux exécutés atteignent le montant contractuel, le représentant du pouvoir adjudicateur peut soit conclure un avenant soit notifier au titulaire une décision de poursuivre. A défaut, les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

Pour qu'une modification des travaux puisse entraîner une plus ou moins-value du prix forfaitaire convenu il faut qu'elle ait été demandée par le maître d'ouvrage et qu'elle entraîne novation par rapport au CCTP. Si des modifications sont apportées par le titulaire à la consistance des ouvrages par suite d'imprécisions dans ses études d'exécution ou d'erreurs dans l'exécution des travaux, le montant du marché ne pourra en aucun cas être modifié.

A cette fin, les prix d'unités indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire pourront servir à déterminer le montant des éventuelles modifications demandées par le pouvoir adjudicateur.

Ainsi, les travaux modificatifs devront, avant exécution, faire l'objet d'une fiche de travaux modificatifs valant ordre de service signée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage mentionnant les répercussions sur les prix et les délais. Ce document sera également signé par l'entreprise.

**Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux**, pour un marché traité à prix forfaitaires, l'augmentation de plus de 5% du montant contractuel des travaux n'ouvre droit à aucune indemnisation pour le titulaire.

**Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux**, pour un marché traité à prix forfaitaires, en cas de diminution supérieure à 5% du montant du marché, le titulaire ne bénéficie d'aucune indemnisation.

## **6. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **6.1 Réception**

La réception des deux lots sera opérée selon les délais fixés dans calendrier d'exécution détaillé défini à l'article 3.3 du CCAP, conformément au planning DCE éventuellement optimisé.

Conformément à l'article 42 du CCAG Travaux la fixation par le marché pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage, d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux implique une réception partielle de cette tranche de travaux ou de cet ouvrage ou de cette partie d'ouvrage.

En cas d'affermissement des tranches les sous-stations concernées feront l'objet d'une réception partielle selon ce même calendrier.

Les opérations nécessaires à la réception se déroulent comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et des dispositions applicables des CCTP.

**Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux** le maître d'œuvre peut également se substituer au titulaire pour fixer la date d'achèvement des travaux, s'il considère que ces derniers sont terminés. Les opérations préalables à la réception (OPR) seront ainsi organisées dans les délais fixés au CCAG Travaux.

**Cependant, et par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux**, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise.

En l'absence d'une prolongation du délai d'exécution notifiée par voie d'avenant, la date d'achèvement des travaux doit correspondre à celle du dernier jour du délai d'exécution prévu par le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 2.3 du présent document ou à une date antérieure le cas échéant.

Pour le lot 1 il est apporté les précisions suivantes :

Préalablement aux opérations de réception le titulaire du marché réalise les essais de pression et de mise en épreuve conformément aux dispositions du CCTP. A la suite de ces essais les opérations préalables à la réception sont lancées dans les conditions fixées par le CCAG et compte tenu des dispositions précisées ci-avant.

Il est par ailleurs précisé que la réception partielle par phase de travaux ne pourra être prononcée que sous réserve de l'avis favorable du contrôleur technique sur les parties de travaux engagés par l'entreprise.

## **6.2 Levée des réserves**

Les dispositions de l'article 41.5 et 41.7 du CCAG Travaux sont applicables. En cas d'absence des levées des réserves dans les délais fixés par la décision de réception, des pénalités pourront être appliquées.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves sont soumis, avant exécution, à l'approbation du maître d'œuvre, ainsi que le cas échéant, pour avis au contrôleur technique, sans pour autant que les délais d'exécution soient remis en cause.

Le coût des travaux exécutés aux frais et risques du titulaire défaillant et éventuellement le montant des pénalités de retard peut être prélevé sur les sommes dont le maître d'ouvrage peut être encore redevable au titulaire concerné et une compensation, dans ce cas s'opère de plein droit entre le prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus, le tout sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la retenue de garantie.

## **7. GARANTIES**

### **7.1 Garantie de parfait achèvement**

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, la garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la réception des travaux s'applique, sous réserve d'une décision de prolongation de la présente garantie dans les conditions fixées par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

### **7.2 Garantie biennale**

Les éléments d'équipement de l'ouvrage n'entrant pas dans le champ de la garantie décennale font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux (2) ans à compter de sa réception au sens de l'article 1792.3 du Code civil.

Le délai de la garantie de bon fonctionnement s'applique aux équipements qualifiés de dissociables des ouvrages de viabilité, fondation, d'ossature, de clos et de couvert.

### **7.3 Garantie décennale**

La garantie décennale impose au constructeur de réparer les dommages survenus au cours des 10 années suivant la réception et qui : soit compromettent la solidité de l'ouvrage construit (par exemple, risque d'effondrement), soit rendent l'immeuble construit impropre à sa destination (par exemple, défaut d'étanchéité, fissurations importantes). Elle s'étend aux éléments d'équipements indissociables de l'ouvrage (canalisation, éclairage...).

Il est à noter que dès lors que des travaux sont réalisés sur une zone, la garantie décennale recommence pour la zone concernée.

## **8. ASSURANCES**

### **8.1 Assurances souscrites par le titulaire**

Le titulaire fait son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans l'ouvrage.

Il veille aussi à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la réglementation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent en tant qu'engins en dehors de toute circulation.

Par **dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux**, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, avant la signature du marché puis au cours du premier trimestre de chaque année les attestations d'assurance suivantes.

#### **8.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle**

Nonobstant les polices qui pourraient être souscrites par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir au Maître d'Ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurances justifiant la souscription de la police de responsabilité civile.

Elle sera rédigée par les sociétés d'assurances en un seul exemplaire original ; elle vaudra quittance de paiement de la prime et comportera la description exacte des activités garanties (y compris pour les travaux donnés en sous-traitance).

#### Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'Acte d'Engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Contenu des contrats d'assurance & libellé des attestations :

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché.

- L'attestation devra préciser : La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti,
- La période de validité,
- La nature des garanties,
- Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous,
- Les éventuelles franchises,
- Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.
- 

**8.1.2 Assurance de responsabilité décennale :**

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurance justifiant la souscription de la responsabilité décennale.

La police d'assurance couvre, pour l'ensemble des ouvrages, les conséquences pécuniaires des dommages matériels et immatériels de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil pendant les périodes de garantie définies par les articles 1792 et 2270 précités.

Le candidat retenu sera tenu de produire à la demande du maître de l'ouvrage une attestation d'assurance dont la période de validité couvrira la date d'ouverture de chantier.

Les polices souscrites par le titulaire devront être gérées en capitalisation.

Les franchises sont à la charge du titulaire.

L'attestation d'assurance désignera précisément le chantier concerné, son montant ainsi que la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti sera précisée dans son attestation. L'attestation devra couvrir la prise en charge des réseaux eau surchauffé à l'intérieur du bâtiment.

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants agréés éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent. L'attestation devra couvrir la prise en charge des réseaux eau surchauffé à l'intérieur du bâtiment.



Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

La non production des attestations d'assurance des membres du groupement ou des sous-traitants est un obstacle à la conclusion des marchés.

Contenu des attestations d'assurance :

L'attestation d'assurance désignera précisément le chantier concerné, son montant ainsi que la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti sera précisée dans son attestation.

### **8.1.3 Dispositions communes**

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner sa résiliation.

## **8.2 Assurance souscrite par la personne publique**

Le Maître d'Ouvrage envisage la mise en place d'un programme d'assurance Dommages Ouvrage couvrant l'opération.

## **9. PENALITES**

Par **dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux**, le titulaire est soumis aux pénalités suivantes sans mise en demeure préalable.

Il est précisé que toutes les pénalités sont non révisables et cumulatives.

Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable.

Aussi, **par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, aucun seuil d'exonération des pénalités n'est prévu.

Enfin, **par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux**, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.



L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cadre du marché les pénalités suivantes sont ainsi applicables :

Retard pour non-respect du calendrier détaillé d'exécution contractuel	300 € par jour calendaire de retard
Non présentation des qualifications indiquées à l'article 4.7 d'un personnel en cours de marché	1000€ par infraction
Retard de levée de réserves	150 € par jour calendaire de retard
Retard pour non évacuation des déchets	150 € par jour calendaire de retard
Retard dans le nettoyage du chantier	300 € par jour calendaire de retard
Non-respect des consignes d'accès au site et d'intervention	300 € par infraction constatée
Absence de continuité de service dans la remise en état d'une sous-station	500 € par ½ journée calendaire de retard
Absence ou retard (> à 15minutes) aux rendez-vous de chantier	100€ par infraction
Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés	150 € par jour calendaire de retard
Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	200 € par jour calendaire
Non déclaration d'un sous-traitant	500€ par infraction
Défaut de communication des pièces fiscales, sociales et assurantielles en cours d'exécution du marché	50€ par jour calendaire de retard à compter de la demande faite par le pouvoir adjudicateur

## **CHAPITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **10. CLAUSES DE FINANCEMENT**

#### **10.1 Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de cinq (5) pourcent du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-42 du code de la commande publique. Dans le cas où l'entreprise titulaire serait une PME la retenue de garantie sera portée à 3%.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie, à condition que l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

Si des désordres sont apparus lors de la garantie de parfait achèvement et n'ont pas été résolus à la fin de celle-ci, ladite garantie de parfait achèvement pourra être prolongée et, dans ce cas, la retenue de garantie ou la garantie à première demande est libérée un mois au plus tard après la date de réparation des désordres constatés.

La retenue de garantie est acquise de plein droit au maître d'ouvrage en cas de malfaçons, négligences ou tous autres manquements de l'titulaire à ses obligations.

## **10.2 Avance**

En application de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance pourra être versée au titulaire dès la notification du marché, à condition que ce dernier l'ait acceptée expressément dans l'acte d'engagement, et que le montant du marché soit supérieur à 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à 2 mois.

L'option A prévue par le CCAG Travaux est applicable pour déterminer le taux de l'avance.

Si l'entreprise n'est pas une PME son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 5 % du montant initial TTC du marché et si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Lorsque le candidat, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique les mêmes règles s'appliquent et le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'option A.11.1 du CCAG-Travaux.

La répartition des avances en cas de cotraitance, se fait au prorata de la répartition des paiements.

Il n'est pas exigé la constitution d'une garantie à première demande pour le montant total de l'avance accordée.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

### **10.3 Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire. Le titulaire souhaitant céder ou nantir la créance, résultant de l'exécution du marché, doit demander au représentant habilité par le pouvoir adjudicateur une copie du marché, certifiée conforme, revêtue de la mention « copie conforme délivrée en exemplaire unique ».

## **11. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES**

### **11.1 Répartition des dépenses - contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### **11.1.1 Répartition des dépenses communes de chantier**

Le présent marché ne prévoit pas de compte prorata. L'offre du titulaire comprend ainsi tous les frais annexes nécessaires pour réaliser la prestation.

#### **11.1.2 Contenu des prix**

Le prix global et forfaitaire prend en compte et de manière non limitative :

- Les frais d'installation de chantier, dont les frais d'occupation de voirie et les éventuels frais d'huissier, et les frais de plans et documents d'exécution des installations ;
- Tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des éléments à poser et à installer ;
- Les frais d'études techniques et d'établissement des documents d'exécution à la charge du titulaire ;
- Les frais de piquetage le cas échéant ;
- Les frais résultant des demandes et observations de l'expert nommé dans le cadre d'un référé préventif, du maître d'œuvre et du contrôleur technique ;
- Les frais d'essais des matériaux, matériels, prototypes et installation et établissement des PV d'essais ;
- Les frais de nettoyage, d'enlèvement et de tri des déchets, gravas et emballages en cours et en fin de chantier, celui-ci devant resté dans un état de propreté acceptable pour le maître d'ouvrage, ainsi que les frais d'entretien de voirie ;
- Les frais d'assurances de toutes natures ;
- Les frais d'établissement des plans de recollement, des notices d'entretien, d'utilisation, d'exploitation des installations
- La fourniture des fluides nécessaires aux travaux ...

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en euros.

- En tenant compte de toutes les sujétions d'exécution, notamment celles mentionnées à l'article 9.1 du CCAG Travaux.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites fixées au présent CCAP.

### **11.1.3 Règlement des comptes**

Les prestations traitées à prix global et forfaitaire sont réglées sur la base de projets de décomptes mensuels présentés par l'entreprise et dont le cumul correspond au prix global et forfaitaire indiqué dans la CDPGF.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle sur les quantités ou sur la nature des travaux à exécuter et des fournitures à livrer par le titulaire.

#### **11.1.3.1 Projets de décomptes et acomptes mensuels**

Tous les échanges concernant la facturation devront être transmis à la maîtrise d'œuvre aux adresses suivantes : [yannick.joseph@hyloz.fr](mailto:yannick.joseph@hyloz.fr)

Après validation préalable de l'avancement par le maître d'œuvre, le titulaire envoie le 20 de chaque mois considéré au maître d'œuvre sa demande de paiement prenant la forme d'un projet de décompte.

Le projet de décompte mensuel sur la base de la DPGF du marché et de l'avancement des travaux, établi par le titulaire, est accepté ou rectifié par un état d'acompte provisoire établie par le maître d'œuvre indiquant révision et remboursement de l'avance le cas échéant.

En fonction de cet état d'acompte le titulaire établit sa facture correspondante qu'il dépose ensuite sur le portail CHORUS.

#### **11.1.3.2 Décompte final - Décompte général – Solde**

Le projet de décompte final du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 12.3.1 à 12.3.4 du CCAG Travaux.

L'établissement du décompte final et général par le maître d'œuvre ainsi que la notification du décompte général à l'entreprise et le mandatement du solde correspondant par le maître d'ouvrage, interviennent conformément aux dispositions prévues aux articles 12.4.1 à 12.4.5 du CCAG Travaux.

Le décompte général est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

#### **11.1.3.3 Présentation des demandes de paiement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique et conformément aux dispositions prévues aux articles 12.1.1 à 12.1.10 du CCAG Travaux.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures seront émises électroniquement le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Siret de la Comue : 130 021 322 000 16  
Code service exécutant : 7000

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le maître d'ouvrage rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

### **11.2 Variation dans les prix**

Au regard de la durée d'exécution des travaux les prix du marché sont fermes actualisables pour le lot 2.

Pour le lot 1 les prix sont révisables.

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (In / Io)$$

Avec :

Io : Valeur de l'index de référence au mois de remise des offres soit le mois de janvier 2026

In : Valeur de l'index de référence au mois d'exécution des travaux

L'index de référence « I » choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index suivant : BT40 Chauffage central  
Base 2010

Les indices sont publiés au Bulletin officiel du Ministère en charge du calcul des indices Bâtiments et Travaux Publics. Les index sont consultables sur le site de l'INSEE.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

### **11.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements. Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

### **11.4 Agrément et paiements des sous-traitants**

Le titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975 et selon les dispositions du CCAG Travaux, notamment son article 3.6. Il ne peut en aucun cas sous-traiter la totalité de son marché.

Le sous-traitant retenu devra disposer des agréments nécessaires à la réalisation des travaux.  
Les agréments demandés sont les suivants :

- **Qualification nécessaire à la réalisation des soudures sur les réseaux en eau surchauffée** correspondant au minimum au degré d'aptitude II, au sens de la norme NF EN 287-1. Il précisera selon la norme NF EN 15614-1, les qualifications requises des soudeurs en fonction des normes applicables aux codes de construction des ouvrages types : EN 13445

Ces agréments devront obligatoirement être joints à la demande de sous-traitance envoyée au maître d'ouvrage avec l'attestation d'assurance correspondante. A défaut, la sous-traitance sera refusée.

Le Titulaire a l'obligation de déclarer et de faire accepter son sous-traitant par le maître de l'ouvrage : il doit également faire agréer les conditions de paiement du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte expose le titulaire à la résiliation du marché et le sous-traitant à ne bénéficier d'aucun paiement des prestations effectuées.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que, par **dérogation aux dispositions de l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux**, il incombe au titulaire et non à la COMUE de Toulouse de notifier aux sous-traitants l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

#### **11.5 Conditions d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :**

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage ne pourront être accordés qu'après mainlevée à hauteur de la ou des part(s) sous-traité(s), du nantissement affectant éventuellement le contrat principal.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours de marché, l'acceptation est subordonnée au remboursement de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Pour les sous-traitants agréés par l'Administrateur, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte des modalités de variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

#### **11.6 Délai global de paiement du titulaire et du sous-traitant payé directement**

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de quarante (40) euros.

## **12. CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des travaux initialement prévues ;
- Changement de dénomination du Titulaire ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

## **CHAPITRE IV RESILIATION**

---

### **13. RESILIATION - MESURES DE RESILIATION**

Il est fait application de l'article 50 et suivants du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

Dans le cas où la résiliation pour faute serait prononcée aux frais et risques du titulaire défaillant, les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

### **14. DIFFERENDS ET LITIGES**

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.  
Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **15. DEROGATIONS AU CCAG- TRAVAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article C.C.A.P.	Déroge à l'article du CCAG Travaux
------------------	------------------------------------

Comue de Toulouse

Marché n°2025-102 à 103- Travaux de requalification des échangeurs sur le réseau d'eau surchauffée du SGE  
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

2	4.1
3.3	28.2.3
4.2	28.1
4.4	28.5
5	14.4.3
5	14.3
5	15.1
6.1	41.1
6.1	41.1.3
8	8.1.3
9	19.2.4
9	19.2.1
9	19.2.2
11.4	3.6.1.2